

(Suite de la page 5)

Aujourd'hui, le groupe Ansar Dine qui s'est démarqué de l'extrémisme et du terrorisme au même titre que le MNLA qui a remis ses velléités indépendantistes sont éligibles à devenir acteurs dans la recherche d'une solution politique à la crise qui secoue le pays.

La patience et la persévérance ont payé et les décantations politiques s'opèrent.

**On parle d'une stratégie des Nations Unies pour le Sahel. Cette initiative emporte-t-elle l'adhésion de l'Algérie ?**

Absolument. L'Algérie a marqué sa disponibilité à coopérer avec les Nations Unies pour l'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie, dont est chargé Monsieur Romano Prodi, Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour le Sahel, qui a effectué récemment une visite dans notre pays.

Et là aussi, je reviens à la constance et à la cohérence de la démarche de l'Algérie. Vous vous rappelez sans doute que notre pays a organisé, en septembre 2011, une conférence de haut niveau sur le partenariat, la sécurité et le développement, qui a mobilisé les partenaires en faveur de la région et qui a dégagé des principes structurants du partenariat recherché, notamment l'appropriation des pays de la région de la stabilité et de la sécurité régionales, la complémentarité des stratégies et approches existantes pour le Sahel et l'indivisibilité des dimensions de la sécurité et du développement. Cette conférence, qui a connu une participation massive et de haut rang des partenaires invités, a été le premier exercice multilatéral sur le partenariat dans la région du Sahel. La stratégie des Nations Unies, en cours d'élaboration, s'inscrit dans la même logique et procède du même esprit que la Conférence d'Alger, tant au niveau du concept qu'au niveau de la démarche.

**Que deviennent les diplomates otages algériens du Mujao sur lesquels les rumeurs les plus alarmantes ont circulé sans que le silence radio observé par les autorités algériennes soit rompu ?**

Le sort des otages algériens demeure au centre de nos préoccupations et mobilise les appareils de l'Etat en permanence. Je ne peux pas vous en dire plus pour des impératifs de discrétion, que vous comprendrez aisément.

**«La question du Sahara occidental est un problème de décolonisation qui relève de la responsabilité de l'ONU»**

Christopher Ross, l'envoyé personnel du Secrétaire Général des Nations Unies, a repris son bâton de pèlerin qui l'a mené au Maroc, dans les territoires sahraouis, en Mauritanie, dans les camps de réfugiés à Tindouf et enfin en Algérie. Une première interrogation se pose : comment l'émissaire de l'ONU, qui avait été désavoué par Rabat en mai dernier — le roi du Maroc considérant alors qu'il n'exerçait pas objectivement sa mission — fait son retour sur cette scène, sans qu'on relève des protestations du royaume marocain ?

Il me semble que les autorités marocaines sont mieux placées pour répondre à cette question.

Certains commentateurs considèrent que ce retour, en pleines tractations françaises et américaines tendant à faire impliquer Alger dans l'intervention militaire au Mali, aurait été consenti en contrepartie de promesses faites au Maroc d'un règlement de ce conflit, après l'intervention projetée au Mali, sur la base du plan d'autonomie que le monarque a proposé. Simples élucubrations de commentateurs ou compromis avéré ?

La question du Sahara occidental est un problème de décolonisation qui relève de la responsabilité de l'ONU. Le Sahara occidental est, depuis 1965, inscrit sur la liste des 16 territoires non autonomes tenue par le

Comité de décolonisation des Nations Unies et, donc, éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. De ce fait, le problème n'a rien à voir avec la situation qui prévaut actuellement dans la région du Sahel et, plus précisément, au Mali. Vous n'êtes pas sans savoir que, comme l'Algérie, la communauté internationale, ainsi que l'ONU, par le biais de son Secrétaire Général, n'ont pas cessé de réaffirmer leur soutien à M. Christopher Ross dans l'accomplissement de son mandat.

**A l'issue de sa tournée dans la région et de ses entretiens à Alger, notamment avec le président de la République et vous-même, l'envoyé personnel de Ban Ki-moon a parlé «d'échec des négociations Maroc-Front Polisario» d'«absence de progrès notable», évoquant même «l'impasse dans laquelle se trouve la question du Sahara occidental». Quelles seraient, selon vous, les propositions que ferait Ross dans son rapport au Secrétaire Général de l'ONU ?**

M. Ross n'a fait que répéter ce que le Secrétaire Général de l'ONU a constaté dans ses différents rapports au Conseil de sécurité. Il faut reconnaître que la série de rencontres informelles que M. Ross a initiée, en 2009, pour préparer la reprise du 5<sup>e</sup> round des négociations, entre le Maroc et le Front Polisario, n'a rien donné de palpable et les causes de ce blocage sont clairement identifiées. La tournée que l'envoyé personnel du SG/ ONU vient d'effectuer dans la région donnera, effectivement, lieu à un briefing du Conseil de sécurité, prévu pour le 28 novembre 2012.

Les idées que M. Ross aurait à partager, à cette occasion, avec les membres du Conseil de sécurité ne s'écarteront certainement pas du respect de la légalité internationale et du droit du peuple du Sahara occidental à décider librement de son sort et du statut final de son territoire, dans le cadre de l'application du principe de l'autodétermination.

**«La relance effective et ordonnée de l'UMA est une nécessité. L'UMA doit être repensée, intégrer les changements intervenus dans la région et adapter, en conséquence, ses méthodes et outils de travail»**

Où en est-on dans le projet de l'Union du Maghreb arabe (UMA) qui semble enterré dans son fonctionnement au sommet, alors que, paradoxalement, des commissions techniques et parfois même certaines non techniques, continuent à fonctionner ? Peut-on penser reprendre cette institution avec les bouleversements qu'a connus la région : Libye, Tunisie ?

Comme vous l'avez si bien relevé, l'UMA, en dépit de l'absence de rencontres au sommet, continue de fonctionner au niveau des organes subsidiaires et techniques. Ce qui peut être considéré, en soi, comme un gain.

Ces réunions techniques permettent, en effet, à nos pays de continuer à entretenir leur coopération dans les différents secteurs de l'activité économique, sociale et culturelle.

Il demeure entendu que la relance du processus d'édification de cette institution est tributaire outre la volonté politique sincère



Photo : Smir Sid

re de l'ensemble des pays maghrébins, d'une démarche pragmatique qui valorise et les intérêts communs et les avantages mutuels partagés. Dans ce cadre, l'Algérie, pour qui l'édification de l'Union du Maghreb arabe est un objectif constant de sa politique étrangère, a pris l'initiative de proposer la définition et la mise en œuvre de politiques communes dans des domaines aussi variés que la gestion de l'eau, les infrastructures, l'agriculture ou la formation afin de favoriser l'intégration entre nos pays et, ce faisant, parvenir à la mise en place d'une communauté économique maghrébine, socle de notre union projetée.

Notre pays ne s'est pas contenté simplement de proposer mais il a inscrit ses propres plans d'investissements dans le domaine des infrastructures dans cette perspective maghrébine, comme en témoignent l'autoroute Est-Ouest qui va des frontières occidentales aux frontières orientales, les gazoducs qui alimentent des pays européens et qui transitent par le Maroc et la Tunisie ou encore les projets d'infrastructures routières qui traverseront le Sud algérien, des frontières avec la Libye jusqu'aux frontières avec la Mauritanie.

La construction de l'Union du Maghreb est au prix de ce pragmatisme dans l'action et la cohérence dans la définition des objectifs d'étapes.

Cela dit, les bouleversements que la région a connus ces deux dernières années ne constituent nullement un obstacle à l'édification maghrébine.

**L'Algérie met-elle des conditions particulières à la reprise de l'UMA et si elles existent, quelles seraient-elles ?**

Nous estimons que la relance effective et ordonnée de l'UMA est une nécessité. L'Union doit être repensée et intégrer les changements intervenus dans la région et adapter, en conséquence, ses méthodes et outils de travail. Cette relance doit naturellement répondre aux intérêts bien compris de toutes les parties, et continuer de véhiculer en permanence l'ambition des peuples du Maghreb de réaliser l'Union, voulue par les générations de la lutte de Libération nationale. Actuellement, l'Algérie travaille avec ses partenaires de l'Union à la préparation des conditions de réussite d'un sommet, au moment où les réunions ministérielles sectorielles et techniques se poursuivent.

**«L'Algérie souscrit, bien entendu, à la nouvelle orientation de l'UpM»**

**Venons-en, si vous permettez Monsieur le Ministre, à l'Union pour la**

**Méditerranée (UpM). L'Algérie a-t-elle une stratégie qui situe sa position quant à ce que certains ont appelé l'usine à gaz ? Maintenant que l'initiateur de ce projet mort-né n'est plus au pouvoir en France et que le gouvernement socialiste semble vouloir donner un nouveau contenu et une nouvelle impulsion, quelle position avons-nous sur ce dossier qui avait vu d'ailleurs une certaine caution algérienne par la présence à Paris du Président Bouteflika lors de sa création, puis un retrait non officiellement prononcé de ses rencontres ?**

Depuis son lancement en juillet 2008, l'Union pour la Méditerranée a, certes, fait face à des crises politiques qui ont mis en difficulté la mise sur pied de ses instances, mais les objectifs de ce projet d'envergure régionale gardent toute leur pertinence.

Ces objectifs s'inspirent, dans une très large mesure, des principes ayant guidé la coopération euro-méditerranéenne depuis l'adoption de la Déclaration de Barcelone en 1995.

Le projet de l'UpM ne part donc pas du néant et s'appuie sur l'acquis du Processus de Barcelone, qui a été préservé et renforcé dans le sens d'une co-appropriation effective du partenariat et d'une flexibilité en termes de montage de projets, avec l'apport d'un Secrétariat technique installé à Barcelone.

L'Algérie a adhéré tout naturellement à l'UpM et, à l'instar de l'ensemble des partenaires du Sud et du Nord, a apporté sa contribution à la mise en place de son nouveau cadre institutionnel.

Elle a défendu, notamment, le principe d'un secrétariat dont le mandat est orienté vers la promotion de projets concrets afin de l'épargner des effets des péripéties politiques dans la région, notamment le conflit israélo-arabe qui reste à nos yeux une question centrale du partenariat euro-méditerranéen.

En outre, l'Algérie a défendu, et obtenu, le principe de la «géométrie variable» qui permet de développer des projets entre un nombre restreint de partenaires dans des domaines de partenariat spécifiques.

Ce principe est de nature à encourager les synergies avec les autres formes de coopération existantes dans la région, notamment le 5+5, un cadre informel, plus restreint et souple, qui a investi ces dernières années, avec l'apport de l'Algérie, de nouveaux secteurs d'activité tels que l'environnement, les énergies renouvelables et la sécurité alimentaire.

S'agissant de l'aspect opérationnel de l'UpM, à ce jour, les pays membres ont octroyé le label UpM à onze projets, ce qui permet au secrétariat d'engager, en collaboration avec les initiateurs des projets et les institutions régionales, notamment de l'Union européenne, un travail de maturation, de promotion et de prospection de financement.

Le plan solaire méditerranéen, la station de dessalement d'eau de mer de Ghaza, l'Université euro-méditerranéenne sont autant d'exemples qui reflètent la nouvelle orientation de l'UpM à laquelle l'Algérie souscrit, bien entendu.

K. B.-A.